

Rapport de mission inter-organisations de suivi et de mise à jour de la situation des personnes déplacées dans la localité de Malicha en Zone de santé de Fizi

<https://www.ehtools.org/alert-view/4608>; <https://www.ehtools.org/alert-view/4609>;
<https://www.ehtools.org/alert-view/4610>



Période de la mission : le 18 janvier 2023.

Participants à la mission :

- Nations-Unies : OCHA, PAM et MONUSCO/CAS.
- ONG internationales : ACTIONAID, IMC, WORLD VISION
- ONG nationales : ADED, ADPE, AIDES, APEO, APROSHAV, CARITAS DEVELOPPEMENT UVIRA, CEF, CEDIER, CEPROJED, CODEVAH, GIFO-RDC, LEVEZ-VOUS ET MARCHE, OPVR, SAD, SOFIBEF, TPO-RDC
- Autorité territoriale : Chef de secteur de Mutambala et Chefs des groupements Balala Sud, Basimukinje et Basimukuma Sud.

1. Contexte et justification de la mission

Cette mission inter-organisations s'inscrit dans le cadre du suivi de la situation des personnes déplacées victimes de la persistance des violences armées dans la région de Fizi au cours de deux derniers mois. En effet, à la suite des affrontements de novembre 2022 entre groupes armés dans la zone de Bigaragara, Milimba et Rugezi (Hauts Plateaux de Fizi), des notables locaux du secteur de Mutambala ont alerté OCHA des arrivées en plusieurs vagues des personnes déplacées à Angakulu, Binge, Lwindi, Malicha et Simbi. Cette alerte a été enregistrée sous Ehtools n° 4608, 4609 et 4610

C'est dans ce cadre que OCHA et quelques partenaires humanitaires en collaboration avec les notables locaux, ont conduit une mission en vue d'avoir une meilleure lecture de la situation humanitaire de ce déplacement (vérification du nombre de personnes déplacées) et connaître les besoins sectoriels des populations affectées (déplacées et autres vulnérables présents dans la zone d'accueil) dans le but de mobiliser l'assistance dont elles ont besoin.

2. Accessibilité géographique de la zone visitée

La localité de MALICHA fait partie de quatre villages de l'Aire de Santé de Simbi. Ces villages sont : ANGAKULU, BINGE, LWINDI, MALICHA et SIMBI. De ces cinq villages, MALICHA est accessible par véhicule, moto et pieds en passant par Katanga. L'accès aux trois autres villages est difficile par véhicule en raison de la dégradation du pont Mutambala qui sépare MALICHA de SIMBI. Ce tronçon routier, relativement en bon état, est long de près de 30Km au sud-ouest de la ville de Baraka. Ce tronçon est praticable avec quelques points chauds qui nécessitent des entretiens et travaux de réhabilitation pendant la saison des pluies abondantes.



3. Accès humanitaire et acceptation communautaire

Les cinq villages sont contrôlés par les forces congolaises de défense et sécurité qui assurent la protection des civils et des partenaires humanitaires. Leur présence est visible le long du tronçon routier. Aucune barrière payante n'a été observée au moment de la mission. A certains endroits, la présence des miliciens Mai-Mai est également visible. Au cours de cette mission,

OCHA a saisi l'occasion de conduire des entretiens non structurés avec les représentants des différentes couches des communautés de cette localité (officiers militaires, dirigeants coutumiers, leaders religieux, membres des différentes



corporations de la société civile locale, et responsables des structures communautaires de base). Ces entretiens ont porté sur la promotion des principes humanitaires, le fonctionnement de l'action humanitaire, la redevabilité envers les populations affectées ainsi que le mécanisme de prévention de l'exploitation et des abus sexuels. Ils s'inscrivent dans l'amélioration de l'accès et l'acceptation des opérations humanitaires dans la zone visitée. Enfin, il sied de relever qu'en dehors de quelques cas isolés contre les passants, aucun incident de sécurité contre les humanitaires n'a été enregistré sur l'axe Katanga-Malicha au cours de l'année 2022. A l'issue de ces échanges, les leaders communautaires ont promis de contribuer à renforcer l'accès et maintenir l'acceptation pour faciliter les activités humanitaires dans la zone.

4. Couverture en réseau de téléphonie mobile

Certains endroits de cinq villages sont couverts par les réseaux de téléphones mobiles (Airtel et Vodacom). Ces réseaux (particulièrement Airtel) servent également pour la connexion aléatoire d'Internet mobile.

5. Méthodologie de collecte des informations et données

- Entretiens avec les personnes ressources : dirigeants locaux (coutumiers, militaires, sanitaires et sécuritaires), leaders communautaires, présidents des comités des déplacés, responsables des organisations communautaires de base, etc.
- Focus group avec les personnes déplacées et les résidents dans la zone visitée.
- Documentation : consultation-analyse-vérification et triangulation des données primaires
- Observation directe de la situation sur le terrain

6. Objectif de la mission

- Vérifier les chiffres des personnes déplacées et évaluer leurs besoins humanitaires en vue de mobiliser une assistance.

7. Principaux constats et résultats de la mission

7.1. Mouvements de populations

- Présence des personnes déplacées dans les cinq villages visités. Au moment de la mission, une grande partie de ces personnes déplacées sont en familles d'accueil, une autre s'est regroupée dans un site à Malicha.
- La quasi-totalité des personnes déplacées n'a pas encore totalisé plus de trois mois.
- Leurs conditions de vie sont jugées précaires en raison notamment du manque d'assistance dans les secteurs clés tels que vivres, non vivres, protection, abris, santé, WASH, etc.
- Aucune de ces personnes déplacées n'a envisagé le retour dans les prochains jours en raison de la précarité des conditions sécuritaires aux villages de provenance et/ou d'origine.
- Il est donc plausible que la présence de ces personnes déplacées pourrait perdurer.

Synthèse de la présence des personnes déplacées internes dans les villages visités

N°	VILLAGES	GROUPEMENT	SECTEUR	HOMMES	FEMMES	FILLES	GARCONS	TOTAL
1	ANGAKULU	Balala-Sud	Mutambala	781	1 012	527	539	2 859
2	BINGE	Basimukuma-Sud	Mutambala	1 301	1 529	1 702	1 470	6 002
3	LWINDI	Basimukinje	Mutambala	1 306	1 609	1 421	1 211	5 547
4	MALICHA	Balala-Sud	Mutambala	3 128	1 712	2 997	1 940	9 777
5	SIMBI	Basimukuma-Sud	Mutambala	1 586	2 115	851	651	5 203
TOTAL GENERAL				8 102	7 977	7 498	5 811	29 388

Recommandation

- Des observations de certains membres de la mission, il a été certifié la présence des personnes déplacées dans les cinq villages ci-haut repris. L'effectif ci-dessus a été identifié avec le soutien des notables locaux. Une contre-vérification (lors du processus de l'identification et d'enregistrements) a été encouragée.

7.2. Besoins sectoriels

7.2.1. Abris et articles ménagers essentiels

La mission a visité quelques ménages des personnes déplacées et familles hôtes. Certaines personnes déplacées ont décidé de se regrouper dans un site à Malicha en construisant des abris de fortune. Ces personnes déplacées ont exprimé le besoin d'une assistance urgente en abris. Des besoins importants en articles ménagers essentiels ont été observés. Les marchés de Katanga et Simbi offre la possibilité aux personnes déplacées des villages visités de se procurer en articles ménagers essentiels et autres biens de premières nécessités. Ces personnes déplacées ont des difficultés pour accéder à ces articles non alimentaires en raison de faibles capacités financières. Pour préparer



leurs aliments, les personnes déplacées utilisent les ustensiles de cuisine des familles d'accueil.

Recommandation

- Distribution des articles ménagers essentiels aux personnes déplacées
- Distribution des kits d'hygiène intime aux femmes et filles en âge de procréation ;
- Appui en abris transitionnels pour les ménages déplacés.

7.2.2. Eau, Hygiène et Assainissement

- **Eau potable.** La population s'approvisionne en eau dans les rivières Mukera et Mutambala (insalubre et non traitée) pour répondre aux différents besoins dont la boisson, la cuisson, la vaisselle, etc. Ce qui l'expose non seulement aux différentes maladies d'origine hydrique dont le choléra, mais également aux risques des violences et agressions sexuelles lors du puisage de l'eau (surtout les femmes et jeunes filles). Une seule source d'eau aménagée encore fonctionnelle existe dans le village de Simbi.
- **Hygiène.** La formation sanitaire et les écoles visitées n'ont pas de kits de lavage des mains. Il n'existe pas des comités d'hygiène et de salubrité. Plus de 10 ménages utilisent une latrine non-aménagée dans le site des déplacés de Malicha. La défécation à l'air libre est pratiquée par la majorité des habitants et des personnes déplacées. Pas d'équipements pour les hygiénistes communautaires.
- **Assainissement.** Les latrines des écoles et formations sanitaires dans les villages visités sont insuffisantes et non hygiéniques. En plus, elles ne respectent pas la séparation de sexe et de statut homme-femme. La superstructure de la majorité de ces latrines est en état de délabrement avancé qui nécessite une réhabilitation. Aucune latrine ne permet pas la gestion de l'hygiène menstruelle et aussi l'accès aux personnes à mobilité réduite. L'environnement scolaire et sanitaire est sale. Et toutes les structures ne sont pas clôturées. Les cours sont exposées à la divagation des animaux domestiques. Les zones à déchets ne sont pas sécurisées et manquent certains ouvrages tels que les incinérateurs, fosses à placenta. Les visites avec observations effectuées dans la communauté ont identifié la défécation à l'air libre. Ce qui contribue à la prolifération des maladies des mains sales. Quelques ménages ont des latrines non hygiéniques lesquelles sont utilisées par plus de dix ménages ayant une promiscuité accrue suite à l'arrivée des familles déplacées. La formation sanitaire et l'école primaire ne disposent pas de kits de nettoyage et entretien des latrines.



Recommandation

- Captage des points d'eau dans les villages visités.
- Augmentation de la capacité de stockage et de puisage de l'eau dans différents ménages.
- Construction et/ou réhabilitation des latrines dans les écoles et formations sanitaires, séparées selon le sexe et le statut, ainsi que dans la communauté en tenant compte de gestion de l'hygiène menstruelle ainsi que l'accès des personnes à mobilités réduites.
- Dotation du centre de santé et les écoles en kits WASH, kits d'entretien et nettoyage des latrines, kits d'entretien environnemental.
- Réhabilitation du système de collecte d'eau.
- Construction d'un incinérateur dans la zone à déchets, d'un bac à lessive et installation d'un dispositif de lavage des mains au centre de santé.
- Dotation au Centre de Santé de Simbi d'un équipement de protection individuelle.
- Procéder à la formation des comités d'hygiène et de salubrité ainsi que les brigades scolaires.
- Construire et/ou réhabiliter des infrastructures scolaires et sanitaires.
- Construire des enclos pour sécuriser les formations sanitaires et écoles ainsi que les zones à déchets.

7.2.3. Education

La zone de Malicha compte une seule école primaire avec en son sein 332 écoliers pour l'année scolaire en cours. Chaque écolier paie un forfait mensuel pour soutenir les enseignants et le fonctionnement de l'école en dépit de la gratuité de l'enseignement primaire. Ce paiement de la prime des enseignants, la famine, les maladies et déplacement des parents d'un endroit à un autre, les abus physiques et émotionnels sont des causes d'abandon de l'école. La zone de Malicha n'a aucun partenaire en Education. Les infrastructures scolaires sont construites en semi-durables en paille. Les latrines sont insuffisantes dans certaines écoles et dans d'autres ça n'existent pas et les enfants se débrouillent dans la brousse et les rivières et d'autres chez les privés proches de l'école. Les enfants déplacés éprouvent de difficultés pour se rendre à l'école en raison de la distance. Le manque de formations de renforcement des capacités sur les méthodologies adaptées au programme scolaire.

Recommandation

- Organiser une évaluation sectorielle approfondie pour déterminer les besoins réels des enseignants en termes de formation ; déterminer le nombre des enfants déplacés et de la population hôte hors système scolaire, les besoins en termes de réhabilitation et de construction des infrastructures scolaires et latrines, des redynamisations et la formation des structures des enfants à l'école, les besoins en matériels et équipements scolaires ; organiser un programme de rattrapage et de récupération des élèves déplacés.

7.2.4. Protection et risques de protection

Lors de la mission, il a été constaté que la protection de la population en général et celles de personnes déplacées en particulier ne pose pas des problèmes en raison de la présence remarquable des forces congolaises de défense et sécurité. La police nationale n'est pas présente. Les notables locaux ont expliqué que la zone est stable sur le plan sécuritaire. Toutefois, quelques incidents de protection ont été enregistrés dans la zone depuis l'arrivée des personnes déplacées. Ces incidents sont liés aux mésententes entre les ménages déplacés locataires et leurs bailleurs pour non-paiement de loyers, des difficultés d'accès à la terre (champs) et d'accusation de sorcellerie. Dans les ménages déplacés, en raison du poids de la coutume, plusieurs cas de mariages précoces ou forcés ont été notés. Les notables locaux se sont plaints de la présence en nombre des enfants non accompagnés et des enfants séparés. Des cas de viols et d'agressions sexuelles au cours des deux derniers mois (soit 11 entre novembre et décembre 2022) ont été enregistrés. Pas de prise en charge psycho-sociale et absence des kits PEP. Autres risques observés : effectif important des enfants hors système scolaire, longue distance entre les villages et le lieu d'approvisionnement en eau, le sexe de survie par de filles à la suite des conditions de vie précaires, la majorité de personnes déplacées n'a pas des pièces d'identités. L'absence de structures de protection communautaire a été également notée.

Recommandation

- Réaliser une évaluation approfondie du secteur de protection.
- Renforcer le monitoring de protection en raison de la présence des groupes armés dans la zone.
- Nécessité de la présence des acteurs en protection, membres du cluster protection, pour renforcer le monitoring des incidents, prévention, réponse ainsi que la collecte des données et la documentation des incidents et violations de droits humains ainsi que la prévention et réponse aux VBG, la protection de l'enfant en situation d'urgence et également les activités de LTP.
- Assurer la prise en charge des enfants non accompagnés et leur réunification familiale.
- Mettre en place d'une maison d'écoute en faveur de survivantes des violences sexuelles.

7.2.5. Santé & Nutrition

Dans les villages visités, les personnes déplacées éprouvent d'énormes difficultés à accéder aux soins de santé de qualité. Il a été noté le manque des médicaments et des matériels (lits pour malades, kits d'accouchement, lames et lamelles, bandelettes, etc.). Seuls antipaludéens sont fournis par le PROSANI à travers le Bureau Central de la Zone. Cette situation s'est aggravée avec l'arrivée des personnes déplacées occasionnant des nouveaux besoins en soins et dépassant les capacités locales. La formation sanitaire n'est pas appuyée. Il a été observé de l'insuffisance d'intrants pour la prise en charge médicale et de rupture prolongée en intrants nutritionnels. Lors de la mission, les membres se

sont questionnés sur la qualité de la prise en charge des cas de malnutrition modéré et sévère, spécialement pour les enfants dont l'âge varie entre 6 et 59 mois ainsi que les femmes enceintes et allaitantes.

Recommandation

- Mener un plaidoyer auprès des autorités sanitaires pour un appui immédiat en médicaments et en intrants nutritionnels.
- Organiser des cliniques mobiles dans les localités d'accueil des déplacés.
- Conduire une évaluation approfondie en santé et en nutrition.

7.2.6. Sécurité alimentaire et Moyens de substance

La zone de Malicha est en Phase 3 de l'IPC 2022 et se trouve en situation de sécurité alimentaire préoccupante avec l'arrivée des personnes déplacées. La présence de ces personnes déplacées pèse sur la population hôte sur le plan alimentaire. Lors des entretiens avec les communautés, il a été noté que la majorité des habitants pratique l'agriculture d'autosuffisance alimentaire. Les personnes déplacées rencontrent des difficultés sérieuses pour l'accès à la nourriture. La fréquence de consommation alimentaire est d'un repas par jour pour les ménages déplacés et deux fois pour les familles d'accueil (contre 3 repas avant le déplacement). La majorité d'entre elles survivent difficilement grâce aux travaux journaliers occasionnels agricoles dont la rémunération est de moins d'un dollar par tâche, équivalent au revenu moyen journalier d'un ménage pour couvrir les besoins.

Nombreux ménages déplacés n'ont pas accès à la terre par manque des moyens financiers pour louer les espaces à cultiver. Ceux qui accèdent aux champs fertiles manquent d'intrants agricoles (semences et outils aratoires) pour assurer la production agricole ainsi que les bétails. Les femmes qui représentent plus de 80% de la main d'œuvre pour les activités agricoles rencontrent des difficultés dans l'exercice de leur travail. Ces difficultés sont entre autres : marcher pendant plus d'une heure avant d'arriver aux champs. Certaines d'entre elles subissent des cas d'enlèvement et de viol par les groupes armés qui font la loi dans les milieux environnants, la hausse du prix de la main d'œuvre pour les activités champêtres, l'augmentation de prix des produits de première nécessité sur le marché local, etc. Il sied à signaler que la majorité d'hommes n'exercent pas de travaux champêtres et les abandonnent à leurs femmes qui ne sont pas en mesure de cultiver une vaste étendue de champ. Ce qui a apparu comme l'une des causes de la faible production agricole. L'insuffisance des outils aratoires et semences améliorées a été signalée par les familles d'accueil dont la majorité vit de l'agriculture qui reste la principale source de revenu et de la nourriture. Le manioc et les légumes constituent les aliments de base mais leur production est insuffisante par rapport aux besoins et demandes des consommateurs. Quelques familles déplacées ayant accès à la terre manquent les intrants nécessaires pour assurer la production agricole en champs (semences vivrières, maraichères et outils aratoires) ainsi que les géniteurs pour l'élevage.

Selon les entretiens organisés auprès des ménages, aucune assistance humanitaire alimentaire n'a été signalée depuis plus de cinq ans dans la zone de Malicha. Le marché le plus important est celui de Katanga et Simbi. On y retrouve seulement quelques produits : le riz, poissons, farine de manioc, farine maïs ordinaire, patates douces, haricots, huile raffinée, sel, sucre, huile de palme, les aubergines locales. La viande est rare. Le marché de Katanga se trouve à environ 17km à l'Est de Malicha.

Recommandation

- Assistance alimentaire d'urgence pour soulager la situation critique de l'insécurité alimentaire des populations déplacées et familles hôtes dans la zone.
- Appui en intrants agricoles (semences améliorées des cultures vivrières & maraichères et outils aratoires) ;
- Appui en petits bétails pour améliorer l'état nutritionnel des enfants et femmes enceintes et allaitantes en protéines animales.
- Assurer la formation agricole auprès des ménages afin d'accroître la production agricole.
- Renforcer les moyens de subsistance à travers les transferts de cash à usage multiple.

